

*SOUS LA DIRECTION DE*  
MAURICE VAÏSSE

---

# De Gaulle et l'Algérie

---

*1943-1969*

Actes du colloque tenu  
à l'amphithéâtre Austerlitz, aux Invalides,  
les vendredi 9 et samedi 10 mars 2012

## La politique algérienne de De Gaulle vue de Hongrie

*László J. Nagy*

Les événements de la guerre d'Algérie, plus particulièrement ceux des années 1958-1962 étaient suivis de près en Hongrie comme partout dans le monde. Le gouvernement hongrois y avait un intérêt particulier: en 1958, deux ans après l'écrasement de l'insurrection d'octobre 1956 à Budapest, le gouvernement hongrois mis en place par Moscou était isolé sur la scène internationale, soutenu uniquement par les pays du bloc communiste. L'affaire de Hongrie – l'installation de l'Armée rouge dans le pays – était à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU de même que la question de l'Algérie. Cette coïncidence donnait un trait particulier à l'intérêt porté par le gouvernement hongrois à la guerre d'Algérie, et à la politique algérienne du général de Gaulle.

Dans ces années-là, Budapest accordait beaucoup d'attention aux événements extérieurs, surtout à ceux du tiers-monde, aux mouvements de libération nationale des pays africains et arabes, et pour obtenir le vote positif des jeunes États à l'ONU lors des débats sur l'affaire de Hongrie. Mais une autre raison jouait dans ce sens: détourner l'attention de la population hongroise des problèmes de politique intérieure. La légitimité du gouvernement Kádár n'était acceptée qu'apparemment, sous la menace de l'appareil de sécurité.

En même temps Budapest faisait des efforts pour rétablir ses relations («normaliser») avec les pays occidentaux dont la France, membre du Conseil de sécurité. Ses relations étaient tombées au plus bas après 1956 avec ces pays-là, l'image du pays y était très défavorable, et s'était même renforcée après l'exécution de Imre Nagy, le chef de l'insurrection hongroise, le 17 juin 1958.

Aux attaques contre la politique algérienne du général de Gaulle des députés communistes à l'Assemblée nationale, la réponse était toujours : « Et où est la liberté du peuple hongrois ? »

Le gouvernement hongrois doit donc former sa politique en tenant compte de sa volonté de « normaliser » les relations avec la France et en même temps d'exprimer une certaine fermeté idéologico-politique favorable aux jeunes États récemment constitués et ayant un poids de plus en plus important, à l'ONU en général, et au FLN en particulier. Cette fermeté était déterminée par plusieurs facteurs intérieurs et extérieurs. À l'intérieur, le gouvernement hongrois combattait toutes les séquelles idéologiques, politiques, culturelles de l'insurrection d'octobre 1956. À l'extérieur, au nom du dogme marxiste-léniniste, le bloc communiste aligné sur Moscou lançait des attaques violentes contre « le révisionnisme yougoslave » et quelques années plus tard contre les Chinois. Et bien sûr les politiques française et européenne de Moscou avaient aussi une influence sur la perception de la politique algérienne du général de Gaulle.

Concrètement, en élaborant la prise de position sur la politique algérienne de De Gaulle, la Hongrie officielle suit Moscou, l'analyse du PCF (de très bonnes relations existent entre les « deux partis frères », hongrois et français) et le dogme marxiste-léniniste. Cet alignement est très net dans la presse (la propagande), mais il est souvent nuancé dans les rapports des diplomates de la Légation de Hongrie à Paris.

Mon article est basé sur les documents d'archives, ceux du ministère des Affaires étrangères (papiers de la Légation de Hongrie à Paris) et les articles, commentaires de la presse contemporaine.

En Hongrie aussi en raison des événements de mai 1958, la France se retrouve au centre de l'intérêt général. Les événements de la crise de mai 1958 occupent la première page des journaux, et ils sont liés au fascisme. Les titres à la Une l'expriment bien : « Coup fasciste à Alger », « La guerre d'Algérie produit le fascisme », etc. Et les forces politiques ou les personnalités qui ne s'y opposent pas fermement sont classées « fascistes ». C'est le cas du général de Gaulle, qui est présenté comme « fasciste »<sup>2</sup>.

La presse écrite et parlée est très violente. C'est ce que constate le ministre français à Budapest

[...] presse et radio continuent ici de décrire la France sous la menace d'un putsch fasciste dont les auteurs seraient les troupes de choc et à la tête duquel serait le

1. Voir l'intervention de Waldeck Rochet, *Journal Officiel de la République Française*, le 10 juin 1959, p. 818.
2. István ÁRKUS, *A francia helyzet* [La situation en France], *Népszabadság* [La liberté du peuple – organe central du Parti socialiste ouvrier hongrois-PC], le 21 mai 1958.

général de Gaulle. Le correspondant à Paris de MTI [Agence de presse hongroise-JNL], de la radiodiffusion et d'*Esti Hirlap* [Journal du soir-JNL] Joseph Palfy<sup>1</sup> contribue largement à fournir la matière première de cette campagne<sup>2</sup>.

Un document du ministère des Affaires étrangères parle du « coup militaire fasciste d'Alger » et n'exclut pas l'instauration de la dictature personnelle – « équivalente de la dictature fasciste » – du général de Gaulle<sup>3</sup>.

Ces premières réactions suivaient totalement l'analyse du PCF, mais elles avaient des arguments puisés dans l'histoire française et européenne. Le coup d'Alger du 13 mai rappelait le coup de Franco en 1936. Or, pour les Hongrois, en premier lieu pour les intellectuels, la France était considérée comme le pays-modèle des libertés démocratiques où un tel acte violent était inimaginable, un choc terrible.

Il n'y aura de changement à signaler dans la perception en Hongrie des événements de crise de France qu'après la constitution du gouvernement de Gaulle et la visite du général à Alger. Ce changement est nettement perceptible : « Le gouvernement en France n'est pas fasciste, c'est une idée *fausse* » [souligné dans le texte-JNL] – écrit le journaliste porte-parole du PC hongrois<sup>4</sup>. Les diplomates hongrois à Paris sont sur la même position : « Les idées républicaines ont des racines très profondes et de longue tradition en France<sup>5</sup>. » Sur la politique algérienne de De Gaulle, ils écrivent : « De Gaulle promet la solution du problème algérien, mais il ne sait pas encore comment. Les putschistes d'Alger rejettent la solution pacifique, les négociations éventuelles avec les combattants algériens et veulent continuer la guerre jusqu'à écraser le FLN-ALN. Ils forcent de Gaulle à s'engager sur cette voie. »<sup>6</sup> Sans le dire, l'auteur du rapport laisse entendre que de Gaulle ne suivra pas les partisans de la guerre à outrance. Il fait la distinction entre de Gaulle et les extrémistes réunis dans le Comité de salut public. « Mais pour consolider son prestige et son pouvoir, de Gaulle doit trouver la solution au problème algérien. Cependant d'après ses déclarations, on ne peut pas voir clairement quelle est sa conception dans cette question [...] Sa politique algérienne n'est

1. Son accréditation de correspondant ne sera pas renouvelée à la fin de 1958.

2. Jean Paul-Boncour, ministre de France à Budapest à M. Pleven, ministre des Affaires étrangères, le 20 mai 1958. *Documents Diplomatiques Français (DDF)*, 1958, t. 1, p. 634.

3. Feljegyzés az algériai és a franciaországi helyzetről [Note sur la situation en Algérie et en France] Budapest, le 27 mai 1958. Magyar Országos Levéltár [Archives nationales hongroises - MOL] France 1945-1964. Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. doc. 00679/1.

4. István ÁRKUS, A magyar közvélemény és a franciaországi események. [L'opinion publique hongroise et les événements de France], *Népszabadság*, le 8 juin 1958.

5. A franciaországi helyzet [La situation en France] Paris, le 9 juin 1958. MOL Légation de Hongrie à Paris, XIX-J-1-j, carton 7. doc. 003994.

6. *Ibid.*

pas claire<sup>1</sup>.» C'est en raison de son accession au pouvoir – c'est à dire qu'il n'est pas totalement libre d'agir – qu'il reste prisonnier des putschistes. Pour les aspects incertains de la politique de De Gaulle, les diplomates conseillent au gouvernement hongrois de « rester dans la position d'attente et de ne pas faire des gestes inamicaux<sup>2</sup>. »

Cependant ni la presse ni les diplomates ne cessent d'évoquer – citations du quotidien communiste *L'Humanité* à l'appui – la menace de l'instauration du fascisme pendant toute la durée du conflit. Voulant faire revivre l'expérience du Front populaire, le PCF s'en sert pour mobiliser ses sympathisants. Et bien sûr la presse hongroise suivant celle des communistes français accuse le Général de « bonapartisme » après le référendum sur la nouvelle constitution<sup>3</sup>.

Tandis que la presse reste un moyen de propagande, les diplomates font l'effort de faire des analyses moins schématiques en mettant l'accent sur les nouveaux éléments des actes successifs du général de Gaulle en matière de politique algérienne. À propos de la conférence de presse du 23 octobre où le Général parle de *la paix des Braves*, la presse hongroise ne mentionne – sans commentaire – que la proposition aux combattants algériens « de venir discuter les problèmes du cessez-le-feu<sup>4</sup>. » Par contre le rapport de la Légation de Hongrie à Paris présente cette même proposition comme une déclaration spectaculaire : « Cette partie de la déclaration du général de Gaulle qui reconnaît le courage des combattants du FLN a été surprenante<sup>5</sup>. » De même les diplomates trouvent aussi surprenante la reconnaissance de « la personnalité courageuse de l'Algérie ». Ce même rapport observe que « le refus du FLN a reçu un écho défavorable en France et dans les autres pays occidentaux »<sup>6</sup>.

La presse et les rapports des diplomates trouvent la politique algérienne du général de Gaulle « ambiguë », mais ils essaient de la comprendre. « Le chef de l'État – expliquent-ils – voudrait achever la guerre le plus vite possible, mais il craint les colonialistes extrémistes. Il veut éviter la confrontation avec une partie de l'armée parce qu'il veut justement rétablir la paix avec l'aide de l'armée »<sup>7</sup>.

---

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

3. Rónai Mihály András, De Gaulle tábornok december másodikája. [Le 2 décembre du général de Gaulle] *Népszabadság*, le 5 octobre 1958.

4. *Népszabadság*, le 25 octobre 1958.

5. Újabb algériai vonatkozású fejlemények [Les nouveaux événements de la question algérienne] Paris, le 10 novembre 1958. MOL France 1945-1964. Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. doc. 005243/4.

6. *Ibid.*

7. Az algériai kérdés [La question algérienne] Paris, le 12 juin et le 12 novembre 1959. MOL France 1945-1964, Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. Docs : 003207/1 et 003207/3.

il s'agissait d'une simple escale. La délégation aurait dû quitter la capitale hongroise le même jour, mais à cause des mauvaises conditions météorologiques elle dut passer la nuit à Budapest et repartir le lendemain, le 11 octobre après-midi. En fait la visite du chef du GPRA à Budapest signifiait comme à Moscou la reconnaissance *de facto* par la Hongrie sans être annoncée officiellement<sup>1</sup>.

D'ailleurs l'affaire de Hongrie suscitait de moins en moins d'intérêt à l'ONU. En 1960 c'est la crise du Congo qui domine les débats. Plusieurs délégués des jeunes États africains se prononcent pour retirer l'affaire de Hongrie de l'ordre du jour car « elle est un vestige de la guerre froide. La situation au Congo (belge) est plus importante de même que celle aux colonies portugaises »<sup>2</sup>. Au même moment – au cours d'entretiens non publics – les hommes politiques hongrois apprécient la politique algérienne du général de Gaulle. Ainsi Endre Sik, ministre des Affaires étrangères « m'assure applaudir de tout cœur à la courageuse politique du général de Gaulle en Algérie » écrit M. Paul-Boncour, ministre français à Budapest le 10 décembre 1960 à M. Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères<sup>3</sup>.

Au fur et à mesure que les actes des « ultras » deviennent de plus en plus violents, le rôle du général de Gaulle apparaît positif pour les autorités hongroises sans jamais oublier la critique obligatoire faite au nom de la « solidarité internationale » envers les communistes français. Elle est manifeste dans les longues citations des résolutions du PCF attaquant le chef de l'État pour « opprimer les partisans de la négociation et de la paix, limiter l'exercice des droits démocratiques et détruire les institutions du régime parlementaire sans trouver de moyens efficaces contre les putschistes »<sup>4</sup>.

Dans les rapports rédigés après le référendum de janvier 1961 mais surtout à la suite du putsch « d'un quarteron de généraux en retraite », les diplomates hongrois à Paris parlent du renforcement de l'autorité du général de Gaulle et de sa fermeté pour terminer la guerre :

De Gaulle a eu besoin du référendum [du 8 janvier 1961] pour prouver au pays et à l'opinion internationale que l'écrasante majorité des Français se range derrière lui. Et par ce référendum il a atteint cet objectif [...] Certainement la position de De Gaulle s'est renforcée dans les mois derniers envers la droite comme la gauche. Il doit agir vite. La guerre est un fardeau très lourd pour la France, elle

1. Ferhat Abbász-nak, az Algériai Ideiglenes Kormány elnökének és kiséretének átutazása Budapesten, 1960. október 10-11. [Rapport sur le passage à Budapest de F. Abbas et de la délégation du G.P.R.A., le 13 octobre 1960.] MOL MSZMP Archivuma 288. F. 32/1960-2011. 8. e.

2. A magyar kérdés az ENSZ-ben. [L'affaire de Hongrie à l'ONU] MOL Nemzetközi ügyek [Affaires internationales] XIX-J-1-k, carton 205. doc. 26/4-171.

3. DDF, 1960. T. 2. p. 733.

4. Cité par *Népszabadság*, 23 avril 1961.

Au sujet de l'allocution radiodiffusée et télévisée du 16 septembre 1959, la presse hongroise parle – comme celle des communistes français – du « programme colonialiste de De Gaulle » sans reconnaître l'importance de la déclaration sur le recours à l'autodétermination<sup>1</sup>. Par contre les diplomates pensent « qu'elle peut ouvrir de nouvelles perspectives »<sup>2</sup>.

Une appréciation positive de la déclaration du 16 septembre 1959 aura lieu en janvier 1960 lors de la semaine des *Barricades*. D'après les commentaires de la presse hongroise, la confrontation du général de Gaulle avec les « activistes » montre qu'il y a au moins deux solutions à l'issue de la guerre d'Algérie. L'une est celle des « activistes », des « ultras » qui veulent garder à tout prix le statu quo, et poursuivre la guerre. L'autre est celle de De Gaulle qui cherche « la voie des possibilités plus réelles », laquelle correspond aux intérêts de la bourgeoisie voulant s'assurer le libre accès au pétrole du Sahara. La déclaration du 16 septembre dernier exprime ce courant d'intérêt<sup>3</sup>. Les articles traitent de manière favorable la fermeté de De Gaulle de ne pas céder aux « ultras » sur le principe de l'autodétermination : « Ses paroles constituent sans doute *des facteurs positifs* »<sup>4</sup>.

À l'automne de 1960, János Kádár, chef du gouvernement et du parti, intervient lors des débats de l'Assemblée générale de l'ONU. En prononçant son discours, il se sert des événements de la décolonisation en Afrique, en premier lieu de la guerre d'Algérie, pour défendre sa politique intérieure. Il déclare : « En Hongrie en 1956, il n'y avait pas d'insurrection nationale mais une contre-révolution fomentée à l'étranger. La véritable insurrection nationale est en Algérie et c'est la délégation française qui pourrait en parler le mieux »<sup>5</sup>. Le discours ne provoque aucune réaction en France, seul *Le Figaro* le mentionne. Mais « les diplomates français à l'ONU se montrent particulièrement froids avec nous, certainement à cause de la visite de Ferhat Abbas à Budapest »<sup>6</sup> remarquent les diplomates hongrois.

Le 10 octobre, Ferhat Abbas, venant de Moscou, fit une escale à Budapest où il fut reçu par le vice-premier ministre avec qui il s'entretenait. À l'origine

1. De Gaulle ismerteti algériai gyarmatosztási politikáját [De Gaulle fait connaître sa politique algérienne colonialiste] *Népszabadság*, le 18 septembre 1959. L'article reflète totalement – presque mot à mot – la position du PCF laquelle ne change qu'après un mois.
2. Az algériai kérdés [La question algérienne], Paris, le 9 octobre 1959. MOL France 1945-1964, Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. doc. 003207/2.
3. *Rudnyánszky István*: Az algériai «ultrák» zendülése. [La mutinerie des «ultras» d'Algérie] *Népszabadság*, le 26 janvier 1960.
4. *Rudnyánszky István*: De Gaulle rádióbeszéde és az algériai lázadás. [Le discours radiodiffusé de De Gaulle et la mutinerie d'Algérie] *Népszabadság*, le 31 janvier 1960. Souligné dans le texte.
5. Cité par *Népszabadság*, le 4 novembre 1960.
6. Az ENSZ ülészakával kapcsolatos magatartás. [Le comportement des Français aux assises de l'ONU] Paris, le 8 novembre 1960. MOL France 1945-1964. Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 5. doc.006602.

freine la réalisation des objectifs de la politique étrangère de De Gaulle (force de frappe, rôle de la France dans l'OTAN et en Afrique etc.)<sup>1</sup>.

Pour avoir la liberté d'agir en matière de politique étrangère, il doit mettre fin à la guerre d'Algérie: «c'est une question vitale pour la France»<sup>2</sup>.

L'objectif du général de Gaulle est «la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie tout en maintenant les intérêts de la France»<sup>3</sup>. C'est la nouvelle forme du colonialisme, suggèrent la presse et les rapports des diplomates qui attribuent en même temps la paix «à la lutte des masses populaires» dont le mérite revient en premier lieu au PCF.

La reconnaissance par la Hongrie du rôle éminent de De Gaulle dans le dénouement de la crise algérienne aura lieu huit ans plus tard à sa mort: «il a fait deux actes historiques: l'appel du 18 juin 1940, et il a mis fin à la sinistre aventure coloniale en Algérie et a établi sur de nouvelles bases les relations entre la France et le monde arabe»<sup>4</sup>.

C'est une reconnaissance posthume, mais une reconnaissance nette.

## Débat

Jeffrey Byrne:

Quelle est l'attitude des États-Unis et de l'Union soviétique à l'égard de la France? Et ma deuxième question concerne les rôles de la Chine et de la Yougoslavie: les relations entre le FLN et la Chine et les relations entre le FLN et la Yougoslavie. Comment étaient-elles vues à Moscou et à Budapest?

Mickaël Gamrasni:

Les États-Unis tentent effectivement une difficile politique d'équilibre entre de Gaulle, qui attend de leur part une solidarité occidentale, et ce qu'on appelle à l'époque le tiers-monde, qui risque de basculer dans le camp soviétique. Les Américains mettent donc de Gaulle dans une position qu'il n'apprécie pas, c'est-à-dire une position où les États-Unis ne se retrouvent pas très clairement à ses côtés.

1. Az algériai helyzet. [La situation en Algérie], Le 9 janvier 1961. et le 7 mars 1961. MOL France 1945-1964. Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. doc. 00317/1, 00317/4.

2. Az algériai kérdés következményei [Les conséquences du problème algérien], le 13 mai 1961. MOL France 1945-1964, Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. doc. 004502.

3. Az algériai kérdés [Le problème algérien], Paris, le 6 décembre 1961. MOL France 1945-1964, Légation de Hongrie à Paris XIX-J-1-j, carton 11. doc. 00317/10.

4. A Tábornok [Le Général] *Magyar Nemzet* [Nation hongroise], le 11 novembre 1970.